

*Loi sur les banques*

Il faut maintenir ce contrôle pour toutes sortes de raisons. D'abord, notre pays éprouve de nombreuses difficultés économiques. Inutile d'insister là-dessus. Nous savons qu'elles sont nombreuses et si nous voulons les résoudre, il faut que le gouvernement planifie et intervienne avec vigueur. Je sais qu'il y a beaucoup de députés, et tous ne sont pas conservateurs, qui réclament le contraire. Je sais qu'au cours du congrès libéral tenu à Ottawa en fin de semaine, un grand nombre des délégués ont préconisé une intervention moindre de l'État dans l'économie. Pour eux, c'est une façon de relancer l'économie. Mais j'en doute.

Si nous laissons libre cours à l'entreprise privée représentée surtout par les banques multinationales, le simple citoyen sera le moindre de ses soucis. Leur objectif est évidemment de maximiser leurs profits et de satisfaire leurs actionnaires peu importe où ils vivent. Cela peut très bien se comprendre si c'est le genre de système que l'on est prêt à accepter. Mais d'après moi, ce n'est pas un système de ce genre qu'il faut à un pays comme le nôtre. Nous avons une économie en grande partie étrangère et dirigée de l'étranger, et si cela continue nous continuerons d'avoir une économie primaire. Nos richesses naturelles tirées du sol continueront d'aller aux États-Unis ou ailleurs pour y être raffinées ou transformées, et c'est à ce niveau bien sûr que se trouvent les emplois. Donc, les profits seront soutirés par l'étranger, nous n'en profiterons pas pour développer notre industrie secondaire.

Pis encore, peut-être ne connaissons-nous même pas un développement égal dans toutes les parties du pays. Il y a un moment, un député des Maritimes a demandé quel mal il pouvait y avoir à cela. Eh bien, c'est pour cette raison que sa région, qui est vraiment la plus mal en point, se trouve en dehors du circuit du développement. C'est parce que les multinationales et les grosses sociétés ont trop d'emprise sur notre pays.

**Des voix:** Vous avez tort.

**M. Nystrom:** Eh bien, j'espère alors que quand j'aurai terminé, le député prendra la parole pour me l'expliquer. Je serais tout à fait désireux de l'entendre discuter cela. Si nous avons plus d'intervention de l'État et plus de planification économique, les provinces maritimes, la partie est du Québec, les Prairies et le Grand Nord s'en trouveraient beaucoup mieux.

Je maintiens qu'au strict point de vue du profit, il n'y a aucun intérêt à aller implanter des usines dans les provinces maritimes par exemple. Elles sont trop loin des grands marchés, et nous avons un gouvernement qui veut mettre les transports à la charge de l'usager. Encore un beau côté de la libre entreprise: chacun paie ce qu'il consomme. Ce n'est pas avec une mentalité pareille qu'on va assurer un développement uniforme dans les régions qui sont défavorisées pour diverses

raisons, sans que la population locale y soit pour rien. Mais si l'on pratique l'intervention de l'État, dans le secteur des transports par exemple en uniformisant les tarifs marchandises pour supprimer toute discrimination à l'encontre des Maritimes et du Grand Nord, alors on a beaucoup plus de chances d'avoir un pays bien organisé et plus vivable.

Comme le disait mon père, le Canada est une prairie où il y a une vache immense. Elle broute dans l'Ouest, elle est traitée à Toronto, et sa queue se trouve dans les provinces atlantiques et une partie du Québec. Vous savez ce qui s'est produit à cette autre extrémité de la vache. Et en fait cette analogie n'est pas loin de la vérité. Voilà le genre de système que l'on a si le pays est laissé aux mains de la libre entreprise. On cherche par tous les moyens à faire des bénéfices sans se soucier le moins du monde de ceux qui se trouvent dans les régions éloignées. J'aimerais que certains députés capitalistes les plus convaincus tels que le député de Moncton (M. Jones) et le député de Stormont-Dundas (M. Lumley), se lèvent et réfutent mon argument aussi intelligemment que je l'ai présenté. Examinons le cas de notre pays. Jamais en cent ans et plus d'existence un gouvernement socialiste n'a dirigé le pays. Et voyez les inégalités criantes qui existent ici. Regardez le taux de chômage dans les Maritimes. Regardez la moyenne du niveau de vie de provinces comme Terre-Neuve. Ce n'est certes pas là le résultat d'un régime socialiste. C'est le fruit des régimes que nous avons depuis des années au Canada. Je veux dire par là qu'il est temps de donner au pays une solution de rechange. Il faut plus d'intervention de l'État dans l'économie, de façon à ce que la distribution de nos ressources entre les diverses régions du pays se fasse sur une base plus équitable. Le transport est un des instruments très importants de cette répartition et bien entendu un autre moyen qui vient immédiatement à l'esprit, ce sont les institutions financières et les banques.

Nous devons intervenir davantage dans l'utilisation des capitaux et la répartition des investissements au Canada. Les autres pays le font et obtiennent de très bons résultats. En fait, le Canada est encore un des rares pays au monde qui ne réglementent ni les investissements ni les capitaux. Prenons l'exemple de certains des pays socio-démocrates comme le Japon, la France ou même l'Italie. Au Japon et en France, la planification de l'économie se fait sur des bases beaucoup plus interventionnistes que chez nous. La couleur des gouvernements au pouvoir dans ces pays est la même que celle de notre gouvernement libéral ou de ce que serait un gouvernement conservateur. Bien entendu, il y a aussi par ailleurs de nombreux pays au régime de social-démocratie, comme la Suède, la Norvège, l'Allemagne de l'Ouest etc., qui interviennent dans l'économie depuis des années, pour répartir les richesses et les ressources de manière plus équitable pour chacun. Un des avantages que nous avons chez nous, c'est qu'à présent le Canada a le contrôle de ses banques. Il ne faut pas que ce contrôle lui échappe.